

Le financement de l'économie sociale au Québec

Financing social economy in Québec

La financiación de la economía social en Quebec

Il finanziamento dell'economia sociale in Quebec

Die Finanzierung der Sozialwirtschaft in Quebec

Par Claude Dorion





LE QUÉBEC

Région	Population	PIB GDP	PIB nat./hab (2013)
Québec	8,2 M	331 G \$ (2014)	35 522 \$
		226 G€	24 330 €
Cataluyna	7,5 M	204 G€	27 698 €
Rhône Alpes	6,4 M	197 G€	30 500 €
Belgique	11,1 M	402 G€	35 998 €
Niedersachsen	7,7 M	239 G€	30 149 €
Sveridge	9,7 M	430 G€	44 000 €
Lombardia	10 M	336 G€	33 600 €



LE SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



- Le domaine est composé d'au moins 7 000 entreprises, 3 300 coopératives et 3 700 OBNL
- Œuvrant dans 20 secteurs économiques divers
- Elle emploierait plus de 150 000 personnes
- Elle générerait un chiffre d'affaires de plus de 33 milliards de dollars annuellement, ce qui représente environ 8 % du PIB québécois
- Si on exclut les secteurs agricoles et financiers, le secteur est plus restreint
- Taux de survie supérieur aux PME



LE PÉRIMÈTRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

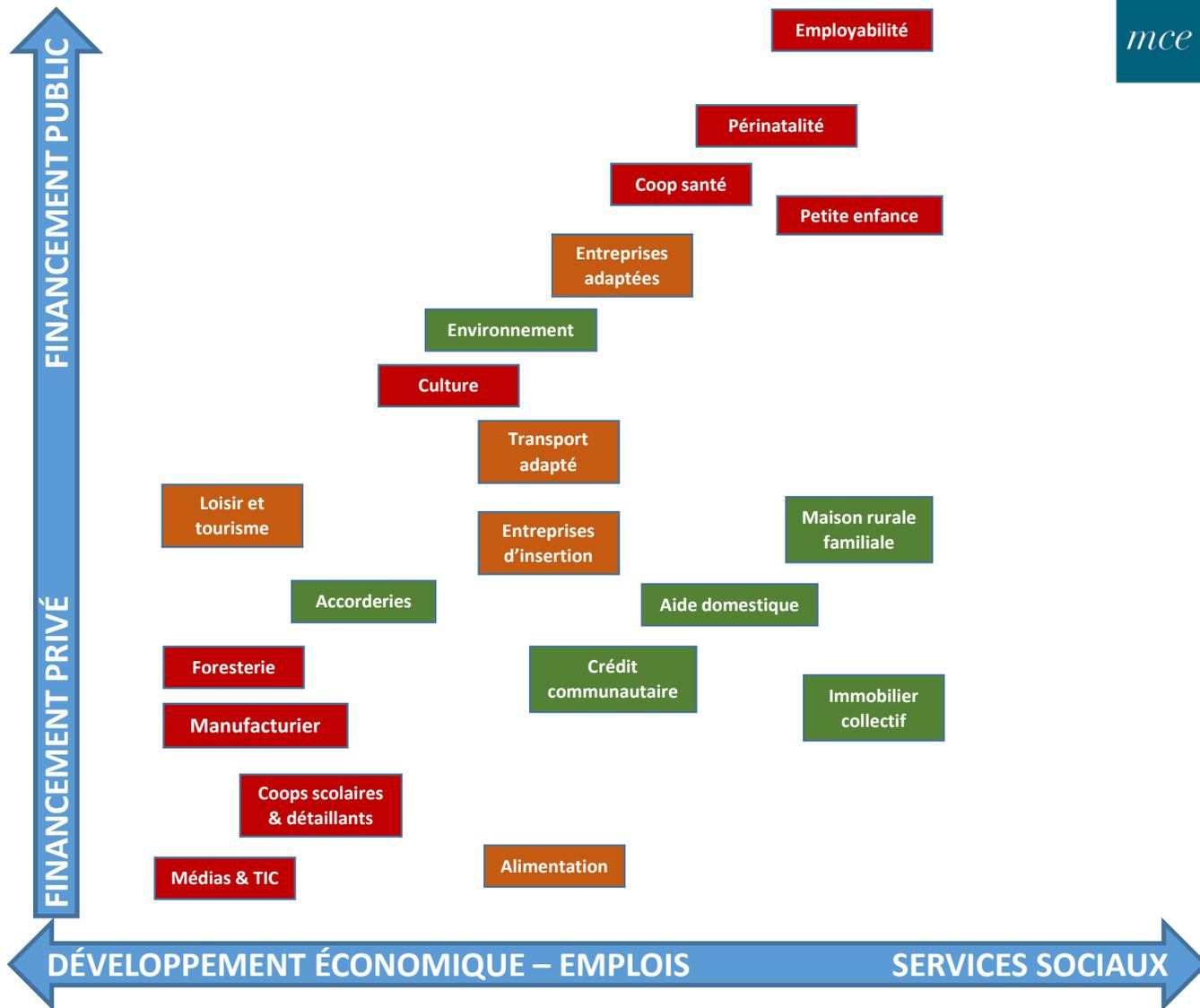


3 coopératives
68 000 emplois
Actifs
Revenus annuels
usines

Plus de 7 000 coopératives
et associations
80 000 emplois

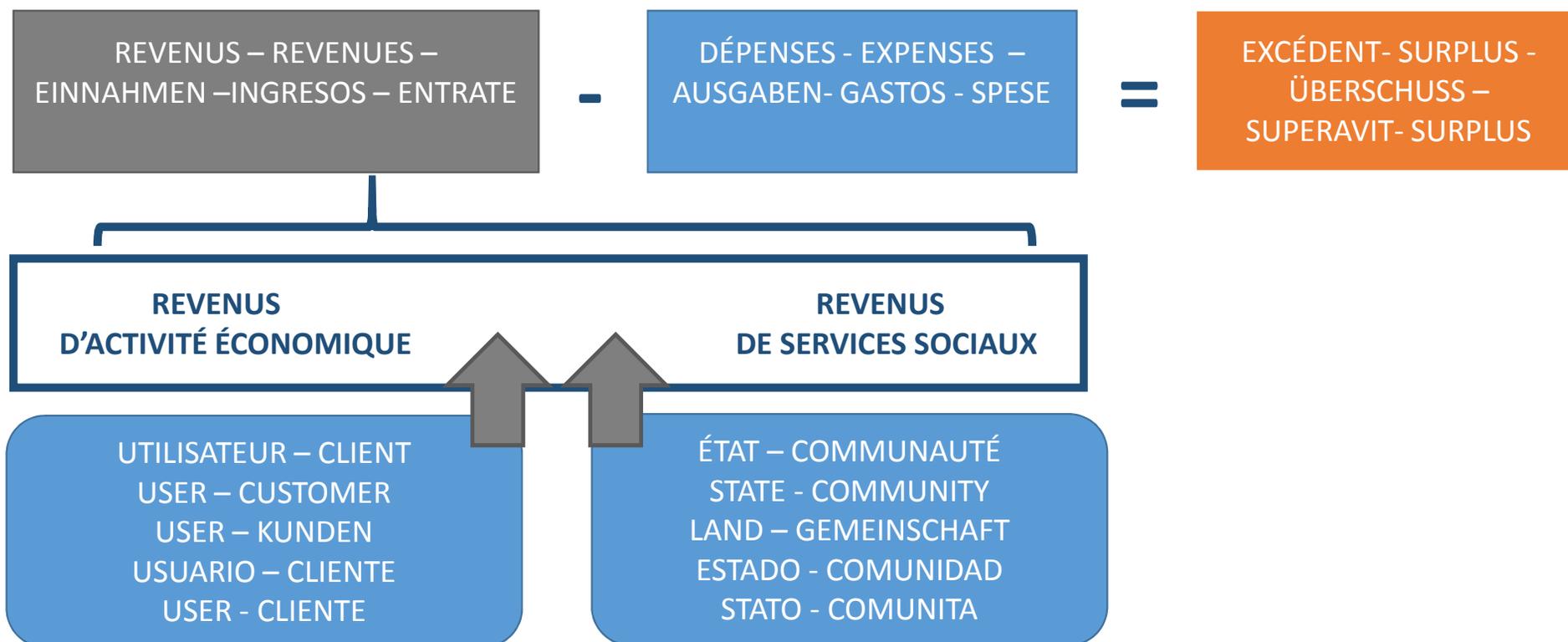


DIVERSITÉ DE MISSIONS
DIVERSITÉ DE FINANCEMENT





LE MODÈLE QUÉBÉCOIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE





«Modèle» québécois d'économie sociale



- Plus d'économie sociale per capita qu'ailleurs au Canada
- Moins de dons et heures de bénévolat
- Soutien public plus grand que dans d'autres sociétés
- Rôle stratégique du pôle financier :
 - les promoteurs – les structures mixtes de financement – les structures publiques
- Importance de l'accompagnement des entreprises: GRT, CDEC, CDR, CLD, etc.



MARCHÉ DU FINANCEMENT

L'OFFRE

BANQUE

- Le choc culturel face à la finalité sans but lucratif
- Mauvaise perception de la gouvernance démocratique
- Sans garantie
- Des doutes sur la capacité de remboursement quand le profit n'est pas la finalité
- Les coûts de gestion du prêt et son suivi par rapport au montant emprunté

LA DEMANDE

COOPÉRATIVE

- Coopérative en difficulté
- Gestion inappropriée
- Faible plan d'affaires
- Demande de financement inadéquate
- Manque d'équité
- Difficulté de présenter la juste valeur des actifs





LES OUTILS



FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

FILACTION

RISQ
RÉSEAU D'INVESTISSEMENT
SOCIAL DU QUÉBEC

IQ Investissement
Québec

L'OFFRE



- Amortissement du choc culturel
- Garantie complémentaire (partage de risque)
- Produits financiers complémentaires
- Accompagnement des organisations

LA DEMANDE

COOPÉRATIVE

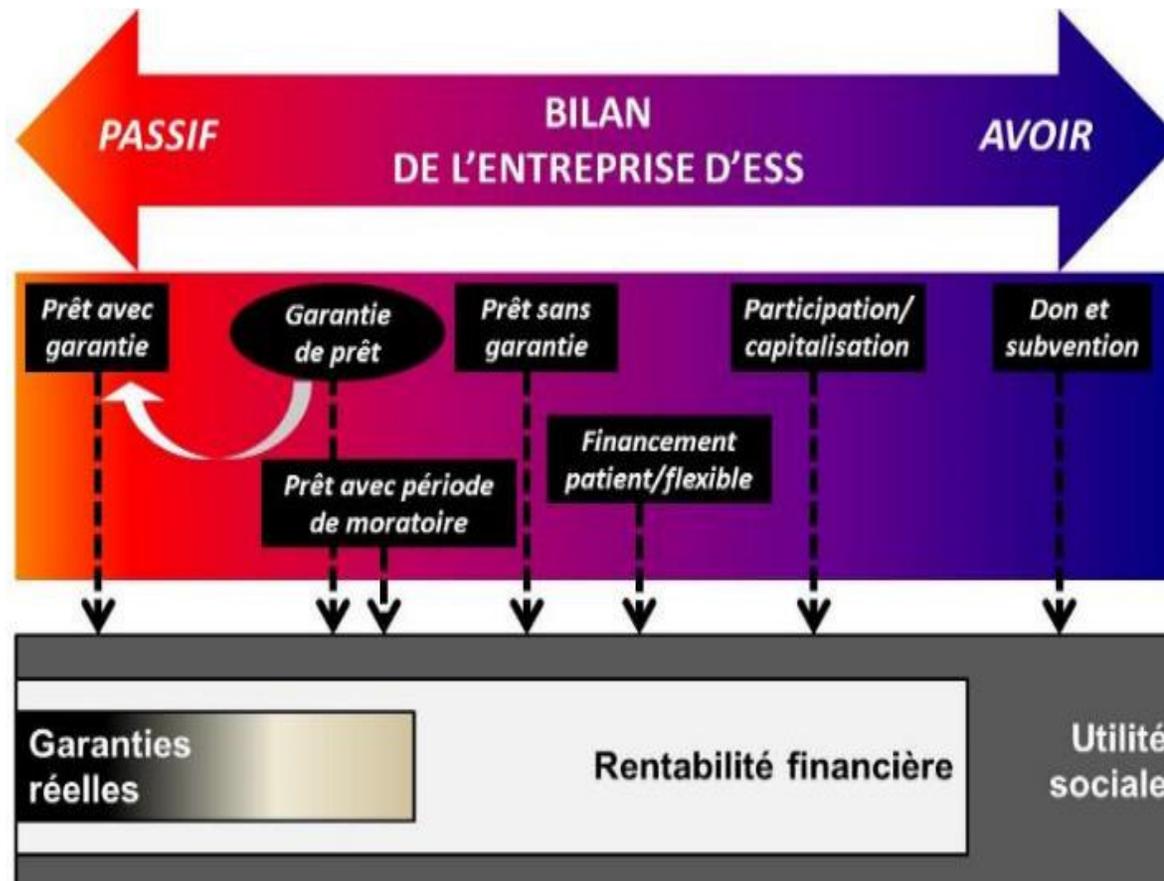
- Coopérative avec corrections
- Gestion professionnelle
- Plan d'affaires bien structuré
- Demande de financement adéquate
- Accompagnement de gestion





Financement de l'économie sociale et solidaire au Québec

Diversité et complémentarité des financements



Source: CECOSOL



Analyse des initiatives d'économie sociale et solidaire au Québec

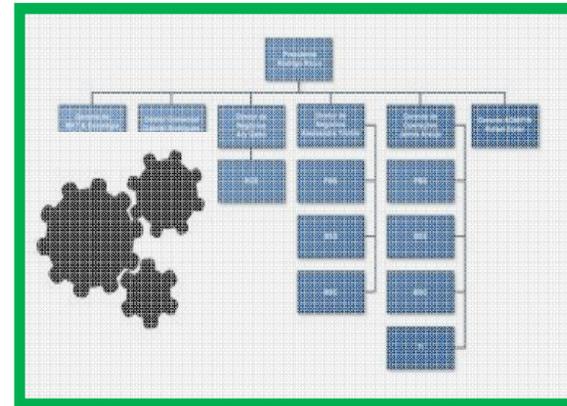


Mission
Besoins
Gouvernance
Vie associative
Ancrage

« Association »



« Entreprise »



Marché
Gestionnaires
Qualité des opérations
Ressources humaines
Ressources financières

Deux dimensions d'une même entité
équilibrées et complémentaires



L'ÉCOSYSTÈME DE FINANCEMENT





Un fonds totalement
dédié aux entreprises
d'économie sociale

BILAN
1997
2013



821 PRÊTS, SOIT :

- 366 prêts d'aide technique
- 42 prêts de démarrage
- 391 prêts de capitalisation
- 22 garanties de prêts

+ de 20 M\$
d'investissements
directs
150 M\$
de projets financés

649
entreprises
collectives
soutenues au
Québec

+ de 1 750
emplois créés et
4 930
emplois maintenus



Activités de 3 ans
100 prêts accordés
1 600 personnes
accompagnées en
insertion

Investissement public : 1 826 720 \$
Retombées : 1 962 873 \$ de
perceptions fiscales
supplémentaires
Économies : 442 858 \$ d'économie
d'aide sociale
Effet total : 579 011 \$ d'excédent
fiscal



fiducie

du Chantier
de l'économie sociale

- Capitalisée par des contributions des gouvernements (Développement économique Canada et Investissement Québec) et des fonds de travailleurs (FTQ et CSN)
- Demandes reçues et analysées par l'équipe du RISQ et présentées à un comité d'investissement distinct pour la Fiducie
- Variant entre 50 000 \$ et 1,5 million \$, les prêts de la Fiducie se déclinent en deux types, opération et immobilier

136 projets financés, 47 M\$ investis,
des projets de 311 M\$ créant 2 500 emplois



- 630 syndicats
- 669 coopératives
- 1 137 associations
- 360 organisations culturelles
- 11 754 personnes physiques



- 550 M € d'Actif
- 470 M € en dépôts
- 6 M € d'excédents en 2014



- Actif net de **1,6 G\$, 1,2 G €**
- Près de **400 entreprises**, coopératives et fonds partenaires
- Création ou maintien de **62 000 emplois**
- Quelque **40 professionnels** pour vous accompagner
- Plus de **200 administrateurs** externes chevronnés
- **100 000 actionnaires** qui appuient le développement économique du Québec



Des impacts économiques et fiscaux significatifs



128 000 membres épargnants – 1,4 milliard \$ d'actifs

- Impacts économiques des projets soutenus (au 31 mai 2015)

Nombre d'entreprises 156

Nombre d'emplois 31 000

- Ratio avantages-coûts par palier de gouvernement (2014-2015)

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada
Recettes fiscales et parafiscales attribuables à Fondation	82,6 M\$	29,2 M\$
Coût du crédit d'impôt	48,0 M\$	27,0 M\$
Ratio avantages-coûts	1,72	1,08



Soutenir le développement économique du Québec à l'aide de ses produits financiers. Stimule la croissance de l'investissement et soutien la création d'emplois.

Offre des prêts et des garanties, attire des investissements étrangers

PERFORMANCE GLOBALE

- 1,2 Billion \$ de financement
- 980 entreprises financées
- 73 704 emplois créés ou maintenus
- 915 Millions de recettes fiscales générées
- 96 Millions \$ de résultat net

PERFORMANCE EN ESS

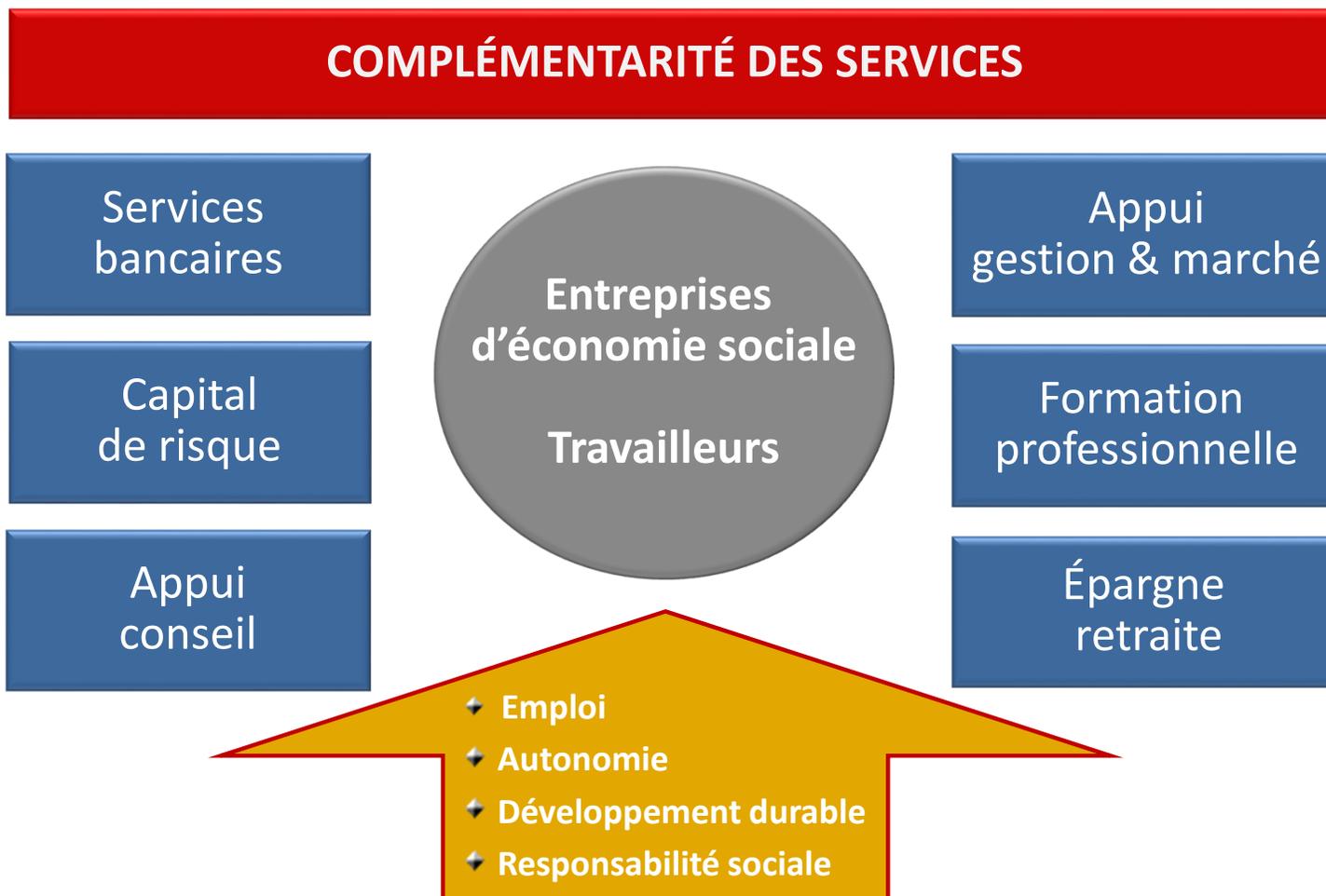
- Financement de 306 Million \$
- 482 entreprises financées
- 6 085 emplois créés ou maintenus
- Département le plus rentable



Le réseau de la Confédération des syndicats nationaux



- 9 organisations
- 150 000 membres ou participants
- 250 employés
- 2 milliards € d'actifs
- Contribution au maintien et à la création de 60 000 emplois au Québec
- 2 900 entreprises financées





Le cas de la « Radio Nord »

Équipements	1 000 000 \$
Fonds de roulement	100 000 \$
Total	1 100 000 \$

Financement traditionnel

Banque (50% des actifs tangibles)	500 000 \$
Membres (10 x 5 000 \$)	50 000 \$
Total	550 000 \$
Manque à combler	550 000 \$

Financement de l'économie solidaire

CECOSOL	500 000 \$
Membres (10 x 10 000 \$)	100 000 \$
 RISQ	50 000 \$
 Fondation-Filaction	250 000 \$
 Investissement Québec (Garantie)	200 000 \$
TOTAL	1 100 000 \$





Le cas de «Radio Nord»



Travailleurs membres

Investissement dans la coopérative		100 000 \$
Investissement dans la coopérative		
Déduction fiscale épargne-retraite	48%	48 000 \$
Régime d'investissement coopératif	26%	26 000 \$
Coût réel		26 000 \$
Retour fiscal sur l'investissement		74 000 \$
Investi dans Fondation		
Déduction fiscale épargne-retraite	35%	25 900 \$
Crédit d'impôt fonds de travailleurs	35%	25 900 \$
Coût réel		22 200 \$
Retour fiscal sur l'investissement		51 800 \$
Au total		
Coût réel net de l'investissement		48 200 \$
Investissement dans le capital social de la coopérative		100 000 \$
Investissement chez Fondation		74 000 \$
Épargne total des travailleurs		174 000 \$

La coopérative est financée et le risque est diversifié

La coopérative
est financée et
le risque est
diversifié



Les défis du financement en ESS



- L'équilibre des ressources financières avec les besoins de l'entreprise
- L'équilibre entre l'implication des membres par une capitalisation suffisante, mais aussi la limitation de leur effort financier à leur capacité
- L'équilibre entre le financement interne par la capitalisation et le financement externe par les emprunts
- L'équilibre entre les différentes formes de capitalisation



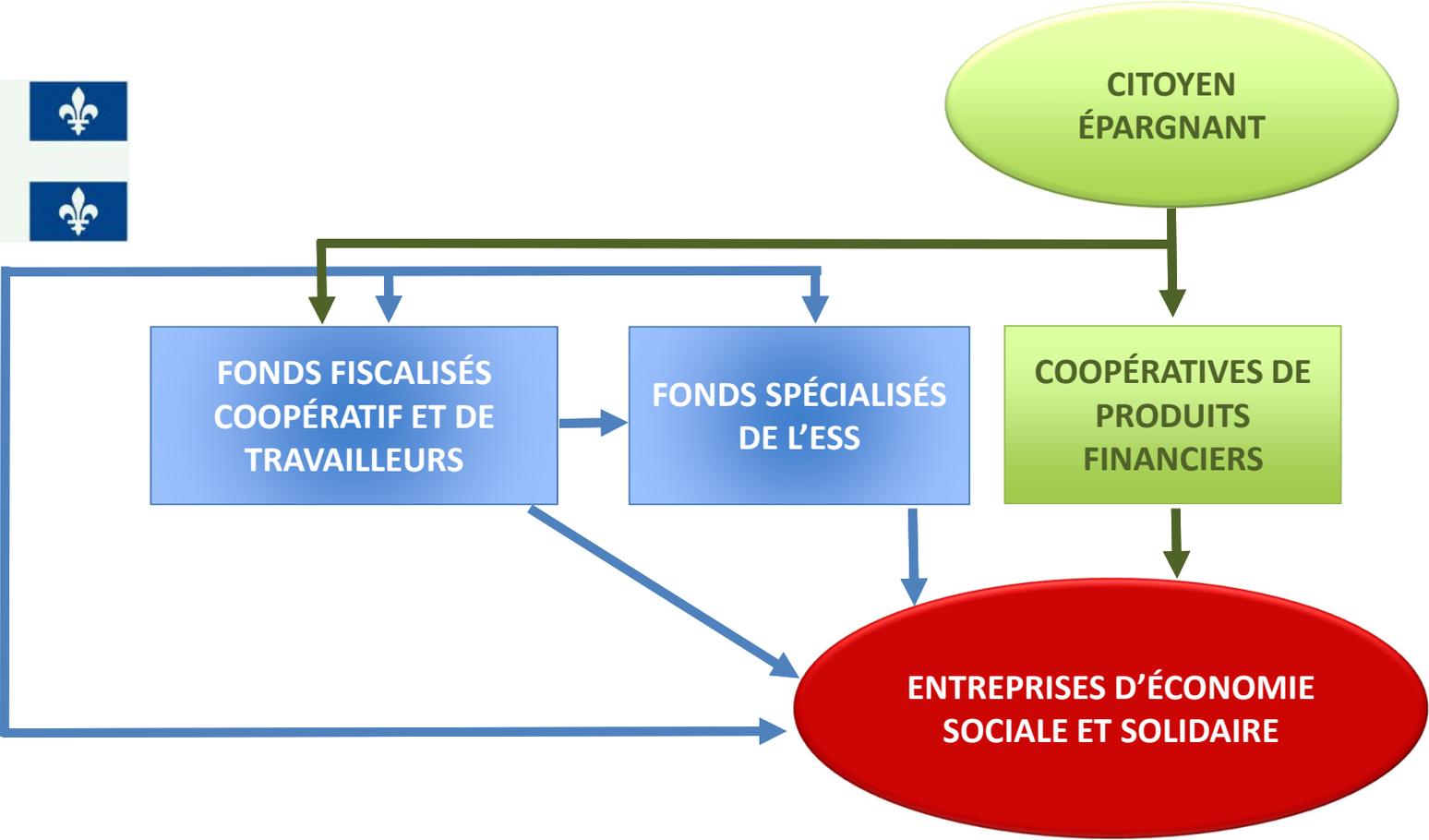
L'économie sociale et l'État

Stratégie d'appui, pour l'État québécois, l'économie sociale est un investissement et non pas une dépense :

- Reconnaissance de l'utilité sociale de l'activité
- Survivre à la réalité du marché
- Susciter une complémentarité de produits financiers
- Obligation d'efficience
- Soutenir une philosophie d'accès aux services
- Nature temporaire de l'appui externe
- Obligation de développer son autonomie à long terme
- Partage des risques, des coûts et des rendements entre divers partenaires financiers



L'économie sociale et l'État





Originalité de cette configuration



- Forte reconnaissance sociale et politique de l'économie sociale
- Stratégie de développement : aide gouvernementale financière et technique conjuguée à une autonomie forte des organisations
- Importance des regroupements sectoriels et territoriaux; soutien d'une partie du monde syndical
- Refus d'un modèle dual au profit d'une participation de plein droit d'un tiers secteur dans l'économie et les services collectifs
- Tradition de concertation (gouvernance et régulation partenariale)
- Liaison forte avec les universités
- Diversité des formes d'institutionnalisation à partir d'expériences pilotes; institutionnalisation souple ou progressive d'initiatives innovantes

